

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 287

Artikel: Le combat de retardement de l'Occident : imposer la régulation des naissances au tiers monde
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026646>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le combat de retardement de l'Occident : imposer la régulation des naissances au tiers monde

Depuis une vingtaine d'années, un fort courant malthusien, venu des Etats-Unis, domine la réflexion sur les problèmes de population en Occident. Le rapport du Club de Rome, « Halte à la Croissance », représente le sommet de l'iceberg (car les jérémiades de la surpopulation aiment bien donner le frisson). Jouissant de moyens très importants, ayant embrigadé la collaboration de nombreux instituts universitaires « encouragés » par une manne financière abondante, ce courant de pensée a fortement influencé les organismes s'occupant de problèmes de développement, à commencer par la Banque Mondiale, dont le président, Robert Mc Namara, s'est fait l'apôtre éloquent (mais parfois mal informé) d'une limitation rapide des naissances dans le tiers monde. Encore ce printemps, l'organisme officiel de la Banque a fait écho au leitmotiv préféré de la pensée malthusienne, à savoir que la croissance démographique serait l'obstacle numéro un au développement du tiers monde. Vous êtes pauvres parce que prolifiques. Remède: « Cinq dollars investis en planning familial valent 100 dollars investis en projets de développement ». (Président Johnson dixit, à San Francisco 1965).

Les thèmes malthusiens cachent mal la crainte de l'Occident blanc devant la montée démographique, économique et politique du tiers monde. Car la population des pays industrialisés approche un taux de reproduction de 2,1 à 2,2 (à savoir un peu plus de deux enfants par couple en moyenne, taux nécessaire pour qu'une population reste stationnaire) au moment même où nous réalisons notre dépendance croissante du

tiers monde. Et il est évident que les gigantesques pressions politiques engendrées par la croissance démographique des pays pauvres (dont certains doublent leur population en 20 ans) agit comme un puissant accélérateur de l'histoire, et risquent d'amener au pouvoir des régimes avec des positions de plus en plus « durs » à l'égard des pays riches.

Le simplisme des thèmes malthusiens a trouvé un écho fort complaisant dans certains milieux suisses, où d'aucuns voudraient même lier l'octroi de « l'aide » à l'existence de programmes de limitation des naissances dans les pays récipiendaires. Que dirions-nous si la Guinée liait la vente de bauxite à Aluisse à une limitation de notre consommation de biens matériels ? Car il est un fait incontestable que le Suisse moyen consomme environ 25 fois plus — et pollue peut-être plusieurs centaines de fois plus — que le paysan africain du Sahel sinistré. On a calculé par exemple qu'un riche New-yorkais consomme 25 000 50 000 fois plus d'énergie par an qu'un paysan indonésien !

Cette attitude ignore les données les plus fondamentales de la situation démographique actuelle du tiers monde, à commencer par le fait qu'une fécondité élevée est avant tout une conséquence, non la cause, de la pauvreté. Les lents progrès des campagnes de limitation des naissances dans tous les grands pays peuplés pauvres du tiers monde — Inde, Pakistan, Bangladesh, etc. — et leur succès étonnant en Chine confirment ce que la quasi totalité des savants compétants en ce domaine reconnaissent aujourd'hui. En effet, à un niveau de développement bas :

1. La mortalité est très élevée, surtout la mortalité infantile, qui dépasse largement 200 pour mille dans bien des pays africains (contre 11-15/1000 dans les pays riches avancés). Dans bien des régions rurales de l'Afrique, une mère perdra

la moitié de ses enfants avant l'âge de 5 ans. Comme le système polygame permet déjà un espacement harmonieux des naissances (3-4 ans en moyenne) lui parler de limiter ses naissances à 2 ou 3 serait se moquer d'elle.

2. Les enfants jouent encore un rôle économique utile dans de nombreuses régions, car les garçons commencent à travailler aux champs vers 5-6 ans et les filles s'occupent des travaux domestiques. Quand il faut marcher 1 heure ou plus sous un soleil de plomb pour chercher de l'eau, on est bien content d'avoir une fille pour y aller.

3. La maternité représente l'unique source de prestige et de réconfort pour de nombreuses femmes : en Afrique, une femme stérile est presque une paria et nombre de femmes — peut-être la majorité — sont plus préoccupées par les problèmes de stérilité que de fécondité excessive. Dans une région rurale de Haute-Volta visitée par un collaborateur de DP, le médecin recevait en moyenne quatre demandes de traitements quotidiennement concernant des problèmes de stérilité, mais n'en avait jamais reçu concernant des problèmes de contraception ! Le célibat est quasiment inexistant, (alors que la Suisse a un des taux les plus élevés de femmes célibataires au monde). Il faut trouver d'autres sources de prestige aux femmes, d'autres rôles, et ceci ne peut se faire que par l'émancipation des femmes et la création massive d'emplois féminins.

4. Les enfants constituent une forme de sécurité sociale pour la vieillesse: tout couple veut être certain d'avoir au moins un enfant qui s'occupera de lui dans ses vieux jours. Or, avec une mortalité élevée, il faut qu'un couple mette au monde 6 à 8 enfants pour être à 90 % certain qu'un garçon lui survivra lorsqu'il atteindra 60 ans.

5. L'instabilité économique empêche toute planification du lendemain : comment veut-on qu'un homme qui n'a aucune prise sur son avenir, qui est peut-être un chômeur, ou qui peut perdre son emploi du jour au lendemain, victime de l'arbitraire de forces sociales qu'il ne contrôle pas, comment veut-on qu'il planifie les naissan-

ces dans sa famille ? Planifier implique faire des projets dans l'avenir : or on ne peut faire des projets qu'à partir du jour où on dispose d'un surplus économique (épargne) qui provient d'un emploi stable honnêtement rémunéré. On revient au problème le plus urgent : la création d'emplois. De ce problème dépend, plus que de tout autre, la création de nouveaux comportements antinatalistes.

6. Des obstacles culturels immenses s'opposent à l'adoption rapide de la contraception. Voici des populations qui, simplement pour survivre démographiquement ont dû pendant des millénaires mettre au monde beaucoup d'enfants, et qui par conséquent ont élaboré des institutions sociales pronatalistes, (âge au mariage très bas, remariage des veuves, polygamie, régimentation très stricte de l'avortement et de la contraception, tabous nombreux entourant la sexualité, etc.) — et on veut leur imposer du jour au lendemain des comportements qui vont totalement à l'encontre de toutes leurs habitudes.

7. La dissémination du planning familial implique l'existence d'une infrastructure sanitaire bien organisée et décentralisée, basée sur une approche préventive, un personnel médical dévoué et compétent, des techniques contraceptives simples, efficaces, bon marché et nécessitant pas ou peu de contrôles médicaux. Or, on constate que dans pratiquement tous les pays du tiers monde, la situation est inversée : l'infrastructure sanitaire est concentrée dans les villes, dessert une petite élite, la médecine pratiquée est curative, le personnel souvent mal formé et peu dévoué, les techniques contraceptives encore trop imparfaites, bien que des progrès importants aient été faits dans ce domaine.

8. Les meilleurs spécialistes s'accordent pour reconnaître que l'adoption du planning familial dépend avant tout de la création de nouvelles motivations antinatalistes. Or celles-ci dépendent elles-mêmes de l'élévation du niveau de vie et d'une meilleure distribution du revenu. La meilleure pilule est le développement.

Ceci ne veut pas dire qu'il ne faille pas introduire le planning familial dès maintenant, même dans les pays les plus démunis, contrairement à l'opinion de certains antimalthusiens acharnés. Au contraire, il a sa place naturelle et nécessaire dans le cadre de la protection maternelle et infantile. Même s'il n'est pas nécessaire pour des raisons démographiques, il constitue un droit humain fondamental et est justifié pleinement du point de vue médical. Cela, on ne le redira jamais assez, et il est fort malheureux que le débat se soit porté avant tout sur le côté démographique. Mais il ne faudra pas s'attendre à des succès spectaculaires du planning dans les pays très pauvres, quel que soit le perfectionnement des techniques contraceptives, avant assez longtemps, et surtout avant que le niveau de vie se soit amélioré.

Dis-moi combien tu gagnes... je te dirai qui tu es

Une leçon de modestie pour les syndicats allemands ! Et en tout cas, une invitation à faire rapidement le point des revendications syndicales et de leur portée réelle (à quelques années près, les indications ci-dessous doivent être transposables dans notre pays) ! Selon une étude menée par l'Institut pour la sociologie appliquée (Infas), la grande majorité des travailleurs ouest-allemands sont d'avis que le niveau de leur revenu dépend en premier lieu de leur travail ; seul un dixième des salariés estiment que le développement de leurs gains dépend surtout des syndicats.

Ce sont en premier lieu les fonctionnaires (18 à 22 %) qui sont persuadés que l'augmentation des salaires dépend surtout de l'intervention des syndicats (61 % des fonctionnaires de la hiérarchie supérieure et 63 % des autres fonctionnaires sont satisfaits du niveau de leurs revenus).

Chats échaudés craignent l'eau froide ? Ce sont les travailleurs qui ont la possibilité de recourir à la grève (toutes les catégories, sauf les fonctionnaires) qui établissent le lien le plus faible entre la

En effet, parmi les pays du tiers monde avec plus de 50 millions d'habitants, (Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Nigéria, Pakistan, Bangladesh, Mexique) seule la Chine a réussi à baisser sa natalité grâce à une politique de population cohérente, elle-même intégrée à une politique de développement dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elle a donné des résultats extraordinaires. Même dans les milieux malthusiens les plus conservateurs des Etats-Unis, on donne actuellement la Chine en exemple aux autres pays du tiers monde.

Seulement voilà : il y a un petit « hic » qu'on oublie.

La Chine a commencé par une révolution.

Avis aux amateurs !

puissance de leur syndicat et les variations de leur salaire...

L'établissement d'un rapport étroit entre le travail fourni et le salaire se trouve en opposition aux analyses théoriques de la réalité sociale. Il s'est en effet avéré que le progrès technique et la complexité de l'organisation moderne du travail ont rendu de moins en moins transparents les rapports entre l'activité du salarié et le produit de son travail. On en avait hâtivement tiré la conclusion que le travailleur ne faisait plus que difficilement un rapport direct entre son rendement et le niveau de son salaire.

Encore quelques chiffres ? L'Infas a enquêté sur le degré de résignation des salariés allemands face aux gains des autres catégories de travailleurs que la leur. Plus de la moitié des salariés (56 %) sont d'avis que les chefs d'entreprise se situent en tête des groupes professionnels touchant des revenus trop élevés ; 35 % des personnes interrogées estiment que les cadres et les managers gagnent trop ; 15 % soutiennent que cela vaut aussi pour les ouvriers semi-qualifiés et les manœuvres ; 14 % seulement estiment que les fonctionnaires sont également trop bien rémunérés.